



UNION EUROPEENNE

Programmation 2014-2020
Guide sur les indicateurs du
PO national « emploi-inclusion » FSE
et
du PO national IEJ

Table des matières

I. Préambule : Pourquoi un guide spécifique aux indicateurs de pilotage ?	3
II. Le système d'indicateurs pour la programmation 2014 - 2020.....	4
A. Un système de pilotage renforcé.....	4
1) Un cadre stratégique et politique européen et national de référence	4
2) Une attention forte sur la mesure des résultats et la performance des programmes.....	4
3) Une interaction anticipée entre outils de suivi et futurs travaux d'évaluation.....	4
4) Un système de suivi fondé sur une pluralité d'indicateurs	5
5) Un système permettant de mesurer en continu la performance des programmes	7
6) Une approche pour contribuer à alimenter le pilotage partenarial des programmes	7
B. Les fiches indicateurs	8
C. Quelle méthode a été mobilisée pour la quantification des objectifs ?	8
D. Quelles sont les obligations et implications qui en découlent pour chaque acteur partie prenante de la mise en œuvre du FSE ?	9
1) Les gestionnaires du programme et des dossiers	9
2) Les bénéficiaires.....	10
III. Les indicateurs du cadre de performance du PON FSE.....	11
A. Objectifs et périmètre du cadre de performance	11
B. Les indicateurs de réalisation du cadre de performance du PON FSE.....	11
1) Axe prioritaire 1 : Accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi et les inactifs, soutenir les mobilités professionnelles et développer l'entrepreneuriat.....	12
2) Axe prioritaire 2 : Anticiper les mutations et sécuriser les parcours professionnels.....	12
3) Axe prioritaire 3 : Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion	12
IV. Indicateurs de suivi des PON FSE et PO IEJ	13
A. Le PON FSE « emploi-inclusion » 2014-2020.....	13
1) Axe prioritaire 1 : Accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi et les inactifs, soutenir les mobilités professionnelles et développer l'entrepreneuriat.....	14
2) Axe prioritaire 2 : Anticiper les mutations et sécuriser les parcours professionnels.....	17
3) Axe prioritaire 3 : Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion	19
B. Le PO IEJ	20
1) Axe prioritaire 1 : Accompagner les jeunes NEET vers et dans l'emploi	20

I. Préambule : Pourquoi un guide spécifique aux indicateurs de pilotage ?

Le présent guide est consacré aux indicateurs mobilisés pour le suivi, l'aide au pilotage et l'évaluation du programme opérationnel national FSE « emploi-inclusion » en Métropole (PON FSE) et du programme opérationnel national pour l'IEJ en Métropole et outre-mer (PO IEJ). Il vise à aider les gestionnaires et les bénéficiaires à mieux comprendre les prérequis et procédures liés au suivi en continu et au pilotage de ces programmes.

Ce guide vient en complément aux autres guides et outils disponibles (guide suivi des participants, manuel d'utilisation de ma démarche FSE...). Il vise en particulier à éclairer les fiches relatives aux indicateurs communs et spécifiques.

Il a un objectif d'information technique : celui de présenter les valeurs cibles qui ont été affectées à certains indicateurs et les principes méthodologiques qui ont été mobilisés pour leur calcul.

Cette présentation est essentielle au moins à deux titres :

- Faciliter l'identification par les parties prenantes de la mise en œuvre des programmes des indicateurs que les données qu'ils doivent collecter (bénéficiaires) ou contrôler (gestionnaires) vont permettre de calculer. Or, la fiabilité des indicateurs dépend de la qualité des données saisies dans ma démarche FSE ;
- Faciliter le pilotage des différents objectifs spécifiques des programmes par les résultats.

Ce guide permet dans cette optique d'insister sur l'usage qui sera fait des indicateurs, notamment pour le suivi et l'aide à l'évaluation du programme ainsi que son utilité pour le pilotage des programmes. Il valorise leur apport dans une optique de performance et d'utilité de l'action publique.

Enfin, ce guide est l'occasion de rappeler implicitement que derrière leur caractère technique et parfois potentiellement austère, les indicateurs de pilotage sont aussi une traduction de la politique européenne ainsi que de l'ambition française en matière d'emploi et d'insertion vers l'emploi.

II. Le système d'indicateurs pour la programmation 2014 - 2020

A. Un système de pilotage renforcé

1) Un cadre stratégique et politique européen et national de référence

Les fonds européens structurels et d'investissement (FESI) constituent des outils de mise en œuvre de la **stratégie européenne pour une croissance intelligente, durable et inclusive (UE 2020)**, ce qui est rappelé dans le **cadre stratégique qui leur est commun (CSC)**. Au plan national, un **accord de partenariat** pose un cadre de référence pour tous les programmes français. Il décrit les domaines d'intervention prioritaires des FESI, et ainsi le soutien qu'ils apporteront à des initiatives répondant à des enjeux sectoriels et territoriaux, et ce dans la perspective des objectifs UE 2020.

S'inscrivant dans ces cadres stratégiques, le PO FSE national « emploi – inclusion » et le PO national IEJ interviennent dans les champs de l'accès et du maintien sur le marché du travail de certains publics cibles, par exemple, les actifs en emploi dans les secteurs en mutation ou les jeunes qui sont ni en emploi, ni à l'école, ni en formation continue (NEET), ainsi que plus généralement, à l'amélioration de l'insertion sociale de personnes en difficulté et éloignées de l'emploi.

2) Une attention forte sur la mesure des résultats et la performance des programmes

Afin de maximiser la plus-value des fonds européens dans un **contexte marqué par une pression croissante sur les budgets publics**, l'attention portée aux résultats, aux impacts et à la performance de ces fonds est réaffirmée et renforcée. Les Règlements européens témoignent de cette ambition et demandent à ce que les autorités de gestion s'engagent sur des objectifs quantifiés et que le pilotage des programmes soit réalisé dans un **souci d'anticipation et d'accompagnement constant de la qualité de programmation (efficacité et utilité)**.

Dans cette optique, le suivi en continu et l'évaluation des programmes s'en trouvent renforcés. Si la période de rédaction des programmes a ainsi nécessité de disposer d'informations rétrospectives et prévisionnelles précises (nombre de personnes aidées sur la programmation précédente, identification d'un nombre de stagiaires de la formation prévisionnel en fonction des ambitions financières et stratégiques, ...), celle de mise en œuvre se caractérise par un suivi de la réalisation et des résultats chemin faisant (nombre de personnes dont la situation sur le marché de l'emploi s'est améliorée, ...).

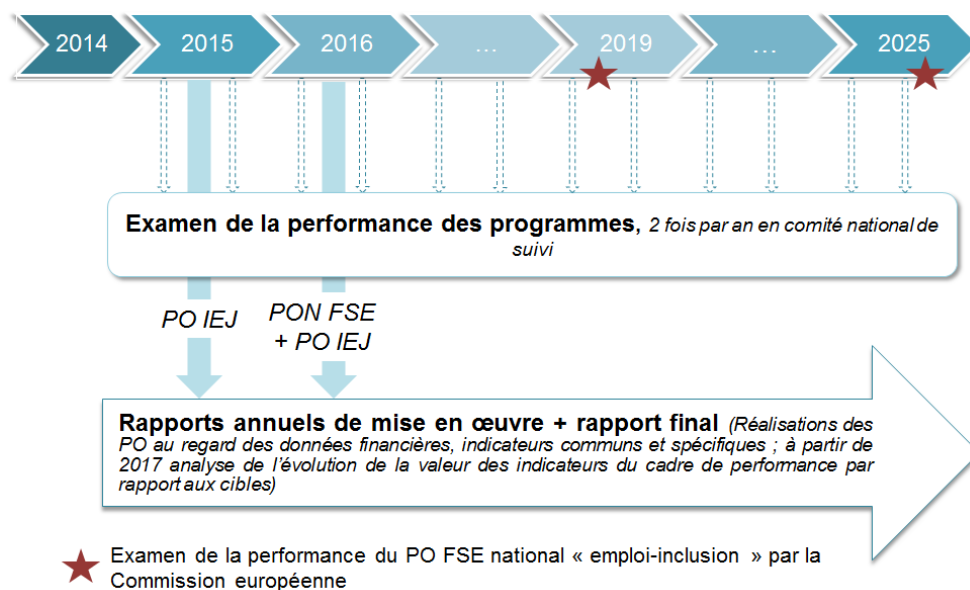
Un examen des valeurs atteintes par les indicateurs est réalisé deux fois par an lors du **comité national de suivi**. Il permet d'illustrer et de décrire les réalisations et les publics aidés. **Le rôle du comité de suivi est renforcé, avec un pilotage élargi**. Il examine en effet les réalisations et résultats obtenus par chacun des programmes, en les confrontant aux ambitions qu'ils portent. En cas de décalage de la dynamique de leur mise en œuvre, le comité national de suivi est en mesure de produire des alertes, demander des compléments d'information voire d'infléchir leurs modalités de mise en œuvre, allant de la stratégie de communication et d'animation, jusqu'au ciblage des dispositifs et types d'action.

Chaque année, des **rapports annuels de mise en œuvre (RAMO)** sont transmis à la Commission européenne. Pour le PO national IEJ, le 1^{er} RAMO a été publié dès 2015. Il est produit à partir de 2016 pour le PO national FSE « emploi-inclusion ». Les **indicateurs du cadre de performance du PON FSE** seront examinés plus attentivement en 2019 et 2025 (pour des valeurs cibles à atteindre fin 2018 et 2023) lors de la revue de performance.

3) Une interaction anticipée entre outils de suivi et futurs travaux d'évaluation

A ces attentes en termes de suivi, **s'ajoute l'obligation de mener des travaux approfondis d'évaluation (analyses des impacts)**. Ceux-ci s'appuient en partie sur les données collectées dans le système de suivi. Les informations précisant les réalisations et résultats (volume et caractéristiques des participants aux actions d'accompagnement vers l'emploi, de formation ou d'inclusion active, ...) viennent aider à préparer les investigations des évaluateurs.

Phases clés du suivi du PON FSE et du PO IEJ



4) Un système de suivi fondé sur une pluralité d'indicateurs

Des indicateurs communs à l'échelle des 28 Etats membres

Les Règlements européens demandent à ce que le système de suivi des programmes s'appuie sur la sélection d'un panel **d'indicateurs financiers, de réalisation et de résultat**. Alimenté par les données collectées par les bénéficiaires au « fil de l'eau », il fournit une image en continu de la dynamique du programme.

Afin de permettre un suivi homogène sur l'ensemble des 28 Etats membres, un socle de 32 indicateurs communs pour le FSE, plus 12 indicateurs communs pour l'IEJ, a été identifié dans les Règlements¹. Ils s'appliquent à l'ensemble des programmes des 28 Etats membres. En tant qu'autorité de coordination du FSE, la DGEFP s'est chargée de proposer des définitions harmonisées pour l'ensemble des autorités de gestion françaises concernées par ce fonds, dans le cadre des supports construits par le CGET. Les fiches indicateurs communs visent à en préciser la définition et le périmètre. Ces indicateurs portent sur :

- les **réalisations**. Ils **comptabilisent le nombre de participants ou de projets** et décrivent leurs caractéristiques à l'entrée des opérations (et dans certains cas des entités bénéficiaires) ;
- les **résultats** obtenus (mesurés au niveau des participants), qu'ils soient immédiats (à la fin de l'opération) ou de plus long terme (6 mois après la sortie de l'opération).

Les valeurs de ces indicateurs se déclinent systématiquement en « catégories de région » et par genre (pour les indicateurs relatifs aux participants).

La collecte des informations pour ces indicateurs communs est obligatoire pour toutes les entités et tous les participants. Certains indicateurs communs sont mobilisés par le PON FSE et le PO IEJ pour rendre compte de la mise en œuvre et des résultats des programmes.

¹ Annexe 1 « Indicateurs de réalisation et de résultat communs relatifs aux investissements du FSE » et annexe 2 « Indicateurs de résultat pour l'IEJ » du Règlement FSE 1304 en date du 17 décembre 2013.

Quelques exemples d'indicateurs communs au FSE et à l'IEJ

- Indicateurs de réalisation : nombre de participants chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée (numéro d'indicateur CO01) ; nombre de participants personnes inactifs (CO03), ...
- Indicateurs de résultat immédiat : participants en formation ou en études au terme de leur participation (CR02) ; participants obtenant une qualification au terme de leur participation (CR03), ...
- Indicateurs de résultat de plus long terme : participants de plus de 54 ans exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, six mois après la fin de leur participation (CR08).

Quelques exemples d'indicateurs communs à l'IEJ

- Indicateurs de résultat immédiat : participants chômeurs qui suivent une intervention soutenue par l'IEJ jusqu'à son terme (indicateur n° CR01_IEJ) ; participants inactifs ne suivant ni enseignement ni formation, qui suivent l'intervention soutenue par l'IEJ jusqu'à son terme (CR07_IEJ), ...
- Indicateurs de résultat de plus long terme (6 mois après la sortie) : participants exerçant un emploi six mois après la fin de leur participation (CR11_IEJ) ; participants exerçant une activité d'indépendant six mois après la fin de leur participation (CR12_IEJ), ...

Des indicateurs spécifiques pour la France

Trois **indicateurs spécifiques** nationaux (de réalisation) relatifs au FSE ont été construits par le CGET avec l'ensemble des autorités de gestion pour assurer le suivi de l'accord de partenariat. Ce sont des indicateurs entités qui viennent identifier des projets qui portent sur des politiques publiques susceptibles d'être financées par le FEDER ou le FSE. Il s'agit de la politique de la ville (développement urbain) et des actions en faveur des communautés marginalisées (Roms, campements illicites, gens du voyage).

Les fiches relatives aux indicateurs spécifiques viennent en préciser la définition, le périmètre et modalités de collecte.

Les trois indicateurs spécifiques nationaux à collecter pour les bénéficiaires du PON FSE emploi-inclusion

- Indicateurs de réalisation : opérations relevant de la politique de la ville (indicateur n°ISN07) ; Opérations à destination des populations vivant dans des campements illicites (ISN09a) ; Opérations à destination des gens du voyage et des communautés marginalisées (dont Roms), hors campements illicites (ISN09b).

Des indicateurs spécifiques pour le PON FSE

Un panel de 40 **indicateurs spécifiques** (de réalisation et de résultats) construits par la DGEFP, et retenus dans le PON FSE, vient compléter la liste d'indicateurs communs requis par les règlements. Ils ont été définis **directement en lien** avec la **stratégie d'intervention et certaines ambitions propres au FSE en France**. Dans cette optique, ils rappellent notamment ces orientations stratégiques aux gestionnaire et bénéficiaires, et permettent in fine un suivi plus précis de ces programmes. Certains d'entre eux sont assortis de cibles à atteindre.

Les fiches relatives aux indicateurs spécifiques viennent en préciser la définition, le périmètre et modalités de collecte.

Quelques exemples d'indicateurs spécifiques à collecter pour les bénéficiaires du PON FSE emploi-inclusion

- Indicateurs de réalisation : nombre de conseillers qui reçoivent une formation à de nouveaux services ou nouvelles modalités d'accompagnement (indicateur n°8vii3) ; nombre de créateurs / repreneurs accompagnés (8iii1), ...
- Indicateurs de résultat immédiat : nombre d'entreprises qui bénéficient de nouveaux services (R87.1), ...

Des indicateurs financiers

Des **indicateurs financiers** permettant de suivre la programmation et la consommation des crédits par axe sont également mobilisés et demandés par les règlements. Ils se réfèrent au coût total éligible certifié pour chaque axe. Ces indicateurs ne sont pas présentés dans ce guide.

5) Un système permettant de mesurer en continu la performance des programmes

Afin de suivre les progrès accomplis par rapport aux besoins et ambitions identifiés en début de programmation, l'Autorité de gestion du PON FSE a sélectionné **une trentaine d'indicateurs** communs de réalisation et de résultat et d'indicateurs spécifiques qui sont assortis de cibles à atteindre. Un même indicateur peut être décliné dans différents objectifs spécifiques du programme (comme par exemple le nombre de chômeurs), ou par genre (nombre de salariés, nombres de salariées, etc...). Des valeurs **cibles à atteindre pour 2023 ont été déterminées, et ce pour chaque priorité d'investissement**. Les indicateurs, communs et spécifiques, du PO IEJ sont également assortis de cibles à atteindre.

En complément, le suivi et le pilotage du PON FSE « emploi-inclusion » 2014 – 2020 comprend un **« cadre de performance »**, comme tous les programmes opérationnels européens. **Ce cadre s'appuie sur un suivi plus attentif de la dynamique de certains indicateurs à l'échelle de chaque axe du PO**. Ce suivi renforcé permet de vérifier le respect des orientations stratégiques choisies initialement. Il interroge également le lien entre l'avancement financier de l'axe et les réalisations soutenues par le FSE. Ce cadre associe en effet au suivi d'un indicateur financier une sélection d'indicateurs de réalisation. Afin d'examiner la dynamique de programme, ces derniers sont affectés d'une **valeur intermédiaire à atteindre au 31/12/2018** et d'une **valeur finale pour 2023**.

Cette double approche a pour ambition de garantir que les fonds répondent de façon continue aux enjeux estimés comme prioritaires par le PO et l'atteinte des objectifs pour 2023 arrêtés en amont de la programmation. L'atteinte des cibles à la fin de l'année 2018 permet aussi de bénéficier d'une **« réserve de performance »** représentant 6% de fonds supplémentaires en 2019. Cette réserve est attribuée pour les axes dont les indicateurs sélectionnés dans le cadre de performance atteignent au moins 85% des valeurs intermédiaires pré-ciblées pour la fin de l'année 2018. A l'inverse, des sanctions ou corrections financières pourront être appliquées par la Commission européenne à l'issue de la revue de performance si ces objectifs intermédiaires ne sont pas atteints.

Nota : Le PO national IEJ ne contient pas de cadre de performance. Toutefois, les valeurs atteintes par les indicateurs seront examinées de façon régulière.

Exemple d'indicateurs sélectionnés dans le cadre de performance du PON FSE emploi-inclusion 2014-2020

Au titre de l'axe 2, les indicateurs sélectionnés dans le cadre de performance sont :

- le « nombre de salariés », avec un objectif cible de 102 850 participants en 2018 et 180 000 en 2023 ;
- « le nombre de salariés licenciés formés, en vue de leur reclassement », avec un objectif cible de 100 000 en 2018 et 175 000 en 2023.

Ces indicateurs sont déclinés pour les régions en transitions et régions les plus développées, catégories expressément identifiées dans les cibles du PON FSE.

6) Une approche pour contribuer à alimenter le pilotage partenarial des programmes

Le recueil et la publication en continu des données de suivi des réalisations et résultats permettent de s'assurer de façon réactive que la mise en œuvre des programmes répond aux attentes et engagements de l'autorité de gestion ainsi que du partenariat ayant accompagné la rédaction des programmes. La production des Rapports annuels de mise en œuvre (que les indicateurs alimentent) et les Comités nationaux de suivi semestriels sont l'occasion de partager cette information et le cas échéant de débattre des décisions ou ajustements à adopter en concertation avec les partenaires et la Commission européenne.

B. Les fiches indicateurs

Une fiche, harmonisée avec le CGET² pour toutes les autorités de gestion FEDER et/ou FSE, a été rédigée pour chaque indicateur à destination des porteurs de projets et gestionnaires de programmes européens.

Les fiches décrivent **les principales caractéristiques**, classées en deux grands volets :

- dans un volet « général », les informations principales sur la nature de l'indicateur, et notamment sa définition, son unité, s'il s'agit d'un indicateur commun ou spécifique, le mode de collecte, le mode de calcul, ... ;
- dans un volet « programme », ce qui est relatif à l'information qu'il apporte sur le programme, son rôle et son mode de valorisation mais aussi ses limites d'utilisation le cas échéant. Cela concerne par exemple le type d'actions auquel il se rattache, s'il appartient au cadre de performance, la source d'information fournissant les données pour collecter l'indicateur, ...

Exemple de fiche « indicateur » type

CO01 (FSE)	Participants chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée
VOLET GÉNÉRAL : agrégation des données disponibles au niveau européen et national	
Définition (UE) : Participants se déclarant sans emploi, immédiatement disponibles pour travailler et cherchant activement un emploi au 1er jour de l'intervention soutenue par le FSE, qu'ils soient ou non inscrits auprès du service public de l'emploi	
Précisions méthodologiques (UE) :	
Participants : personnes bénéficiant directement d'une intervention du FSE, pouvant être identifiées et auxquelles il est possible de demander de fournir des informations sur leurs caractéristiques, et pour lesquelles des dépenses spécifiques sont réservées (annexe I du règlement 1304/2013, alinéa 1)	
Chômeur : toute personne se déclarant sans emploi au moment de son entrée dans l'intervention soutenue par le FSE, immédiatement disponible pour travailler et en recherche active d'emploi, qu'elle soit ou non inscrite auprès du service public de l'emploi. Les participants qui sont inscrits comme demandeurs d'emploi en activité réduite auprès du service public de l'emploi doivent être considérés comme chômeurs (DG EMP, Guidance document. Monitoring and Evaluation of European Cohesion Policy - ESF)	
Définition complémentaire et interprétation (FR) : Sans objet	
Unité de mesure	Participants
Fonds	FSE
Domaine d'intervention (UE)	Participants (FSE)
Groupe d'indicateurs	COM_REAL_FSE Indicateurs de réalisation communs FSE
Nature	Quantitatif
Catégorie	Commun
Type	Réalisation
Assistance aux participants	Oui
Assistance aux entités	Non
Lien avec d'autres indicateurs	CO02, CO08, CO12, CO13, CR01, CR04, CR05, CR06, CR08, CR09, CR01_IEJ, CR02_IEJ, CR03_IEJ, CR04_IEJ, CR05_IEJ, CR06_IEJ
Mode de saisie	Automatique
Méthode de calcul pour l'obtention de la valeur de l'indicateur	Addition du nombre de participants. Données calculées dans le SI via les écrans participants.
Valeur possible	Sans objet
Besoins pour le système d'information	Situation sur le marché du travail à l'entrée dans l'opération. Les écrans participants devront s'afficher et être renseignés pour le calcul automatique de cet indicateur.
Niveau de saisie	Niveau opération
Stade de saisie de la valeur de l'indicateur	Suivi-réalisation
Risque de double compte dans le SI	Oui
Risque de double zonage dans le SI	Non
Règle d'alerte dans le SI	Vérification assurée par Ma DEMARCHE FSE au niveau de la règle d'unicité du participant au niveau de l'opération
Ratios de référence utilisés (Informations nationales à adapter en fonction de l'indicateur/du programme et à renvoyer dans le volet "programme")	Source : Guide de définition des valeurs cibles des indicateurs FEDER et FSE des PO 2014-2020 (CGET-juin 2014) le cas échéant
Commentaires	Sans objet

Les fiches indicateurs sont présentées dans les documents annexes au présent guide :

- **fiches indicateurs communs FSE** ;
- **fiches indicateurs du PON FSE** (indicateurs spécifiques, indicateurs spécifiques nationaux et indicateurs communs mobilisés pour le suivi du PON FSE).

C. Quelle méthode a été mobilisée pour la quantification des objectifs ?

Afin de quantifier les valeurs cibles des indicateurs du PON FSE « emploi – inclusion » et du PO IEJ, plusieurs outils et méthodes ont été retenus.

Ces calculs et estimations reposent majoritairement sur la mobilisation de données issues de la programmation 2007 – 2013, pour les types d'intervention qui seront de nouveau soutenus sur la programmation 2014 - 2020. C'est la solidité du système d'information 2007-2013 et la qualité de la collecte des données sur la programmation passée qui ont permis la mobilisation de ces données de références.

L'estimation se fonde sur la définition d'un « **montant moyen de FSE payé par participant** » pour chaque grand type d'intervention (accompagnement des demandeurs d'emploi, mise en réseau des acteurs, ...). In fine, ce calcul prend comme base le raisonnement suivant : **quel montant de FSE a**

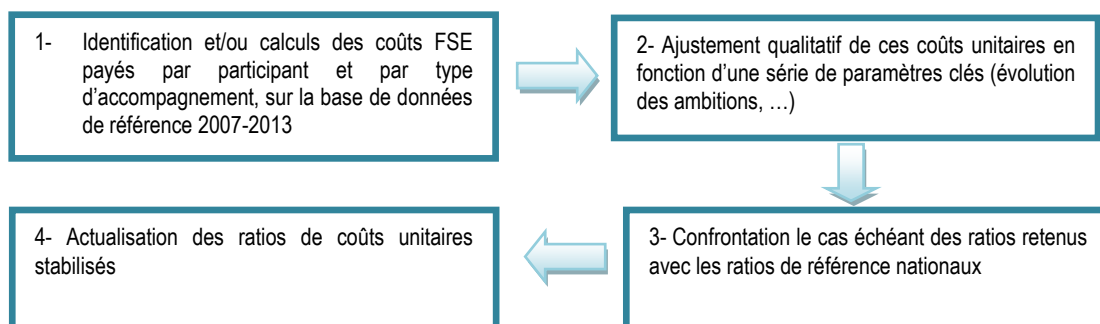
² Au plan national, le Commissariat Général à l'Egalité des Territoires (CGET) a une mission de coordination interfonds.

été mobilisé pour le financement et la réalisation des projets 2007-2013 ? Pour quels résultats et quelles réalisations ?

Par la suite, ce montant moyen a été ajusté et stabilisé en tenant compte des spécificités de la nouvelle programmation. **L'objectif était d'obtenir un coût moyen de FSE payé pour chaque participant et ce pour chacun des grands types d'intervention soutenus sur 2014 – 2020.** Plusieurs critères ont été pris en compte :

- la connaissance des services et des grands opérateurs sur les dispositifs soutenus ainsi que leurs ambitions pour la programmation à venir ;
- les évolutions de la stratégie d'intervention du PO (renforcement du ciblage sur certains publics, ...) par rapport à ce qui était recherché sur la programmation précédente ;
- l'évolution du contexte socio-économique national (qui peut impacter le profil des participants, les types de sorties, ...).

Processus de définition des « montants moyens payés par participant » par type d'intervention pour la programmation 2014-2020



C'est sur la base de ce « montant moyen » que s'appuie le calcul des valeurs intermédiaires pour les années 2018 (examen de la performance en cours de programmation) et des valeurs cibles 2023 (fin de la programmation) :

- la maquette 2014 - 2020, ainsi que les contreparties financières, détaillées au niveau des priorités d'investissement, voire des grands types d'action, est divisée par ce « montant moyen ». Cela permet d'obtenir une **estimation du nombre de participants qui seront soutenus, ainsi que les résultats attendus.**
- La dynamique de programmation et les délais des réalisations des opérations, ainsi que le taux d'inflation annuel ont également été pris en compte.

D. Quelles sont les obligations et implications qui en découlent pour chaque acteur partie prenante de la mise en œuvre du FSE ?

La mise en œuvre des programmes co-financés par le FSE implique la mobilisation d'un système d'acteurs multi-niveaux :

- du Conseil de l'Union (Etats membres) et du Parlement européen qui ont adopté et suivent l'application des stratégies européennes (Cadre stratégique commun et stratégie UE 2020, Initiative pour l'emploi des jeunes, ...),
- de la Commission européenne qui veille à l'application des traités et des règlements de la nouvelle programmation,
- mais aussi de l'Etat membre qui s'est engagé à concrétiser l'Accord de Partenariat 2014-2020,
- et enfin des autorités de gestion et de leurs partenaires opérationnels dont les principales missions sont rappelées ci-dessous.

1) Les gestionnaires du programme et des dossiers

La DGEFP est l'autorité de gestion pour le programme national FSE « emploi-inclusion » et pour le PO national IEJ. Elle pilote la mise en œuvre de ces programmes (stratégie de programmation et de mise en œuvre, animation du partenariat, ...). Elle est aussi en charge de l'agrégation de toutes les

remontées d'information portant sur les indicateurs dont elle réalise également un contrôle de cohérence et plus généralement un contrôle qualité. La DGEFP se doit également de communiquer et de valoriser ces données de suivi, dans le cadre des comités nationaux de suivi, des rapports annuels de mise en œuvre, des rapports finaux et des évaluations.

La DGEFP est enfin chargée de l'évaluation de ces programmes. Ses travaux s'appuient sur les données issues du système de suivi, y compris des enquêtes de cohorte.

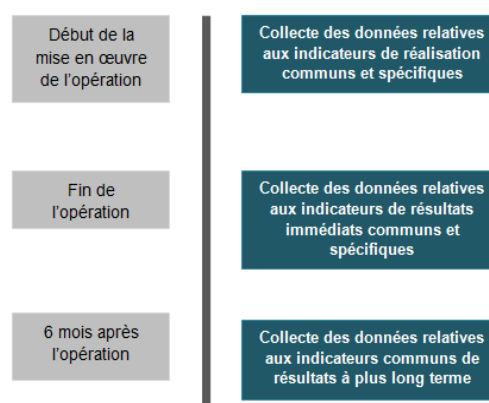
Les DIRECCTE (autorités de gestion déléguée) ont la responsabilité d'animer et de piloter les programmes sur leur territoire. Elles veillent également à la qualité du dispositif de collecte des informations (cohérence et fiabilité des données collectées, dynamique de remontée des informations, ...). Elles portent une attention particulière aux indicateurs sélectionnés pour le cadre de performance en veillant à l'atteinte des cibles définies à ce titre. Les DIRECCTE ont en particulier pour rôle d'accompagner le travail de collecte d'information des bénéficiaires, tout au long et après la vie des actions. Elles peuvent par exemple les accompagner dans une perspective d'amélioration en continu de la collecte ou de la valorisation des données à leur niveau (analyse et contextualisation des résultats, notamment dans leurs dimensions territoriales, réunions d'information, réponse aux questions, ...).

Les organismes intermédiaires sont chargés de la gestion d'une partie du programme sur un territoire (en général un département). Ils sont à ce titre également responsables du contrôle de la qualité et de la cohérence des saisies par les bénéficiaires des projets qu'ils ont sélectionnés. Ils s'assurent dès l'instruction des projets que les bénéficiaires sont en capacité de fournir les informations requises dans le système de suivi. Ils suivent la dynamique de collecte des informations tout au long de la vie des projets et s'assurent que les prérequis en matière de qualité et de fiabilité des informations sont respectés. Ils ont enfin à veiller à l'atteinte des cibles de performance sur lesquelles ils se sont engagés.

2) Les bénéficiaires

Compte tenu de la finesse de l'information, des obligations de rendu compte annuel et des enjeux aux échéances de 2018 et 2023, **les bénéficiaires jouent un rôle central dans la collecte d'une information de qualité et utile pour le pilotage du programme.**

Cette remontée d'information permet de disposer en continu de données relatives aux réalisations et résultats des opérations qu'ils mettent en œuvre, et ainsi d'ajuster si besoin le ciblage des participants, les stratégies d'accompagnement, ... Elle permet également de faciliter le dialogue avec la Commission européenne. Enfin elle fournit des éléments essentiels dans la réalisation de travaux d'évaluations sur la mise en œuvre et la performance des programmes.



Outre les **indicateurs financiers (montants totaux éligibles certifiés)**, trois autres catégories d'informations sont recueillies :

- **les indicateurs de réalisation et les indicateurs de résultat immédiat (à la fin de l'opération)** sont calculés à partir d'informations collectées au niveau de chaque participant par les bénéficiaires et pour chaque opération financée¹ ;
- **les indicateurs de long terme (situation des participants 6 mois après sa sortie de l'opération)** sont calculés à partir d'enquêtes conduites par la DGEFP au plan national et au niveau de chaque priorité d'investissement sur la base d'échantillons représentatifs des participants aux opérations. Les bénéficiaires pourront être mobilisés sur demande de l'autorité de gestion afin de faciliter la réponse aux enquêtes mises en place pour collecter ces indicateurs de long terme.

¹ Des précisions techniques sont apportées dans le **guide relatif au suivi des participants** qui présente les principes et modalités de base pour la saisie des informations sur les caractéristiques des participants et des entités.

III. Les indicateurs du cadre de performance du PON FSE

A. Objectifs et périmètre du cadre de performance

Le **cadre de performance**¹ permet de s'assurer que l'exécution du programme est maîtrisée et de répondre à deux questions :

- Les priorités sont-elles mises en œuvre comme prévues ?
- Le programme est-il en bonne voie pour atteindre ses objectifs ?

Il définit les **étapes à franchir** (fin 2018) et les **cibles à atteindre** (fin 2023) pour chaque axe prioritaire, par le biais d'indicateurs financiers et de réalisation. Les indicateurs sélectionnés dans ce cadre de performance reflètent les ambitions prioritaires et majeures du FSE pour chaque axe.

Extrait des lignes directrices sur la revue du cadre et la réserve de performance pour 2014 – 2020 (Juillet 2013)

Le cadre de performance est l'un des outils contribuant à un pilotage orienté sur les résultats pour les fonds Européens Structurels et d'Investissement (FSE, FEDER, FEADER, FEAMP). C'est un tableau dans lequel un ensemble de valeurs intermédiaires et de valeurs cibles sont définies pour chaque axe prioritaire d'un programme. L'atteinte de ces étapes intermédiaires sera examinée en 2019 et servira de base à l'allocation d'une réserve de performance ou potentiellement la suspension des paiements. L'atteinte des valeurs cibles [2023] sera examinée en 2025 et peut être à l'origine de corrections financières.

Cet outil de **vérification est également une aide pour les ajustements éventuels** de l'allocation des financements :

- davantage de financement pour les priorités pour lesquelles les objectifs sont respectés et qui témoignent d'une bonne dynamique de programmation et de réalisation ;
- suspensions de paiement voire application de corrections financières si les objectifs ne sont pas respectés.

Nota : Pour rappel, le cadre de performance ne s'applique pas au PO IEJ.

B. Les indicateurs de réalisation du cadre de performance du PON FSE

Comme indiqué précédemment, les informations liées aux projets et aux bénéficiaires sont collectées « au fil de l'eau » pour qu'elles puissent être agrégées dans le système d'information du PON FSE. Les valeurs consolidées sont produites chaque année afin d'être transmises par les autorités de gestion via l'outil SFC à la Commission européenne. Elles sont présentées à chaque comité de suivi, national ou régional, pour en suivre l'évolution le plus régulièrement possible.

Les tableaux qui suivent permettent d'appréhender les objectifs nationaux qui ont été fixés dans le PO national FSE et auxquels les programmations nationales et régionales contribueront. Au titre de l'axe 1 par exemple, et pour la période 2014-2020, 462 000 chômeurs (y compris chômeurs de longue durée) devraient être accompagnés via des actions co-financées par le PON FSE, dont un peu plus de 205 000 dans les 10 régions françaises en transition et près de 257 000 dans les 12 autres régions métropolitaines. De même, 888 000 jeunes de moins de 25 ans seront aidés, dont près de 390 000 dans les régions en transitions et près de 490 000 dans les 12 autres régions.

Les matériaux mobilisés pour le chiffrage de ces indicateurs sont détaillés dans la partie IV de ce guide.

¹ *Guidance fiche, Performance framework review and reserve in 2014-2020, Final Version, 14 May 2014.*

1) **Axe prioritaire 1 : Accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi et les inactifs, soutenir les mobilités professionnelles et développer l'entrepreneuriat**

N° de l'indicateur	Indicateurs de réalisation	Catégorie de région	Cible 2018	Cible 2023
CO01	Nombre de participants chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée	Régions en transition	117 394	205 440
		Régions les plus développées	146 743	256 800
CO06	Moins de 25 ans	Régions en transition	225 463	394 560
		Régions les plus développées	281 829	493 200

Source : PO FSE national emploi-inclusion adopté le 10 octobre 2014, Version SFC 2014, page 29

2) **Axe prioritaire 2 : Anticiper les mutations et sécuriser les parcours professionnels**

N° de l'indicateur	Indicateurs de réalisation	Catégorie de région	Cible 2018	Cible 2023
8v3	Nombre de salariés	Régions en transition	35 218	61 632
		Régions les plus développées	67 639	118 368
8v7	Nombre de salariés licenciés formés en vue de leur reclassement	Régions en transition	34 240	59 920
		Régions les plus développées	65 760	115 080

Source : PO FSE national emploi-inclusion adopté le 10 octobre 2014, V SFC 2014, page 76

3) **Axe prioritaire 3 : Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion**

N° de l'indicateur	Indicateurs de réalisation	Catégorie de région	Cible 2018	Cible 2023
CO01	Nombre de participants chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée	Régions en transition	273 920	479 360
		Régions les plus développées	526 080	920 640
CO03	Nombre de participants inactifs	Régions en transition	132 069	231 120
		Régions les plus développées	253 646	443 880

Source : PO FSE national emploi-inclusion adopté le 10 octobre 2014, SFC 2014, page 86

IV. Indicateurs de suivi des PON FSE et PO IEJ

Ce chapitre précise les méthodes d'estimation utilisées pour quantifier les indicateurs retenus au titre des programmes PON FSE et PO IEJ et rappelle leurs valeurs cibles et intermédiaires.

Comme pour les indicateurs du cadre de performance, les données nécessaires au recueil des indicateurs sont à renseigner « au fil de l'eau ».

A. Le PON FSE « emploi-inclusion » 2014-2020

Actions du PON FSE	Retour d'expérience 2007-2013	Méthode d'estimation	
		Facteurs pris en compte	Précautions d'interprétation
Axe 1. PI 8.1 <i>OS1 : Augmenter le nombre de participants D.E ou inactifs accompagnés, en ciblant les jeunes, notamment les moins qualifiés, les seniors, les chômeurs récurrents ou en activité réduite et les parents étant ou ayant en congé parental et/ou bénéficiaires ou ayant été bénéficiaires d'un CLCA</i>	Oui, au titre de l'accompagnement des demandeurs d'emploi et inactifs pour des actions similaires : coût moyen pour l'accompagnement d'un participant, types de profils à l'entrée et en sortie d'action, etc. Les grands opérateurs tels que Pôle emploi et les missions locales ont été mobilisés. Sur la période 2007 – 2013, Pôle emploi a ainsi soutenu 627 000 participants, dont 68 000 jeunes et 57% de femmes, dans le cadre d'un accompagnement renforcé, au titre de la sous-mesure 211 (chiffres au 23/11/2014). Pour leur part, les missions locales ont accompagné 681 800 jeunes dont presque 50% de femmes et 38% d'inactifs, dans le cadre de la sous-mesure 212.	Les données 2007-2013 ont été analysées au regard des ambitions nouvelles portées par l'Etat et les opérateurs, notamment vis-à-vis de certains publics, dont : a. Un ciblage renforcé sur certains jeunes ; b. Un accompagnement davantage individualisé pour une recherche de sorties plus importantes vers l'emploi. L'impact de la crise sur les profils des demandeurs d'emploi et inactifs, ainsi que sur les sorties possibles en sortie d'opération a également été pris en compte. Ces informations ont été confrontées à l'ambition financière du programme sur cet enjeu qui s'élève à 149 M€ en coût FSE.	Non
Axe 1 PI 8.3 <i>OS 1 : Augmenter le nombre de créateurs ou de repreneurs accompagnés et consolider les structures dans la durée</i> <i>OS 2 : Renforcer et mutualiser les pratiques d'accompagnement des créateurs et des repreneurs pour en améliorer la qualité</i>	Oui, notamment dans le cadre de la sous-mesure 131. Les résultats issus des enquêtes réalisées sur cette sous-mesure ont également été pris en compte afin d'analyser plus finalement les profils à l'entrée et les sorties possibles. Selon les données issues de la programmation 2007 – 2013 (chiffres au 23/11/2014), 442 773 participants avaient été soutenus dans leur projet de création / reprise d'activité dont 38% de femmes. Cela avait conduit 170 717 personnes à créer une activité en sortie d'opération.	Les résultats 2007-2013 ont été mis en perspective avec l'ambition financière du PON FSE « emploi inclusion » qui est de 98 M€ sur la période 2014 – 2020.	Des lignes de partage ont été négociées sur la création d'entreprise par les préfets de région avec les présidents des conseils régionaux et annexées aux PO régionaux FEDER-FSE adoptés en novembre et décembre 2014. Dans 7 régions, ces accords portent sur la création d'entreprise et restreignent de fait le champ du PON FSE dans ce domaine, ce qui n'a pas été pris en compte dans le calcul des cibles du PON FSE
Axe 1 PI 8.7 <i>OS 1 : Expérimenter de nouveaux types de services à destination des demandeurs d'emploi et des entreprises</i> <i>OS 2 : Augmenter le nombre de conseillers formés à de nouveaux services</i>	Non, ces actions n'ont pas été financées par la programmation 2007-2013, ou de manière trop limitée pour fonder un calcul des cibles	La quantification des cibles a été réalisée en prenant en compte les éléments suivants : - Des objectifs définis par les grands opérateurs au regard des feuilles de route stratégiques nationales ainsi qu'au titre de la garantie Jeunes. - L'effort financier sur cette PI s'élève à 150,6 M€ en coût FSE, ce qui a été pris en compte au regard des ambitions initiales.	

Axe 1 PI 10.1 <i>OS 1 : Augmenter le nombre de jeunes de moins de 25 ans participant à des actions de prévention du décrochage scolaire</i>	Oui, essentiellement	Le FSE vient apporter une enveloppe financière s'élevant à 56 M€ qui a été confrontée aux données 2007-2013 relatives au décrochage scolaire, en distinguant le volet « préventif » (plateformes) du volet « curatif » (E2C par exemple).	Des lignes de partage ont été négociées sur le décrochage scolaire par les préfets de région avec les présidents des conseils régionaux et annexées aux PO régionaux FEDER-FSE. En Ile de France, cet accord porte sur le décrochage scolaire et restreint de fait le champ du PON FSE dans ce domaine, puisque la priorité d'investissement 10.1 est laissée complètement à la charge du conseil régional.
Axe 2 PI 8.5 <i>OS 1 : Améliorer la gestion de l'emploi et des compétences en appuyant les démarches d'anticipation des mutations</i> <i>OS 2 : Mobiliser les entreprises pour développer l'égalité salariale et professionnelle</i> <i>OS 3 : Former les actifs occupés qui bénéficient le moins de la formation</i> <i>OS 4 : Former les salariés licenciés économiques</i> <i>OS 5 : Développer l'emploi, via la gestion des compétences, dans les bassins touchés par les restructurations</i>	Oui, essentiellement	Les profils de bénéficiaires, participants et de sorties ont été rediscutés au regard de l'impact de la crise qui affecte les territoires, les activités économiques, ainsi que les profils à l'entrée d'opération et des sorties possibles. L'enveloppe allouée sur cette priorité d'investissement au titre de la programmation 2014 – 2020 s'élève à 474,8 M€ en coût FSE (soit 17% des crédits FSE totaux du PON – hors assistance technique - et 67% des crédits FSE de l'axe).	Des lignes de partage ont été négociées sur la formation des salariés par les préfets de région avec les présidents des conseils régionaux et annexées aux PO régionaux FEDER-FSE. Dans 2 régions (Alsace et Rhône-Alpes), ces accords portent sur la formation des salariés et restreignent de fait le champ du PON FSE dans ce domaine.
Axe 2, PI 8.6 <i>OS 1 : Mettre en place des actions de gestion des âges en entreprises</i>	Oui, essentiellement.	Les résultats 2007-2013 ont été confrontés à l'ambition financière sur la nouvelle programmation qui est de 232,6 M€ en coût FSE (soit 8% du total des crédits FSE du PON – hors assistance technique - et 33% de l'axe).	
<i>Pour la PI 9.i</i> <i>OS 1 : Augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi</i> <i>OS 2 : Mobilisation des employeurs dans les parcours d'insertion</i> <i>OS 3 : Développer les projets de coordination et d'animation de l'insertion</i>	Oui ainsi que des échanges avec les PLIE (Plans locaux pour l'insertion et l'emploi) sur leur connaissance des actions conduites dans le cadre du précédent programme. Ces échanges ont permis la constitution d'un ratio de référence provisoire.	Le travail sur les données 2007-2013 a été complété par une analyse des profils qui ont été accompagnés sur la programmation précédente. Ces résultats ont été mis en regard avec les ambitions sur la nouvelle programmation. Cette dernière prend place dans un contexte de crise qui peut impacter les futurs participants aux actions, à la fois en termes de profils à l'entrée mais également de types de sorties. Cela a conduit à l'actualisation des ratios de référence. Cette référence a été confrontée à l'ambition financière du PON FSE sur ce volet inclusion, qui est de l'ordre de 1 634 M€ en coût FSE (soit 58% du total des crédits FSE du PON, hors assistance technique).	

1) **Axe prioritaire 1 : Accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi et les inactifs, soutenir les mobilités professionnelles et développer l'entrepreneuriat**

Pour la PI 8.1 – OS1 : Augmenter le nombre de participants D.E ou inactifs accompagnés, en ciblant les jeunes, notamment les moins qualifiés, les seniors, les chômeurs récurrents ou en activité réduite et les parents étant ou ayant en congé parental et/ou bénéficiaires ou ayant été bénéficiaires d'un CLCA

L'ambition financière du programme sur cet enjeu s'élève à 149 M€, en coût FSE (soit 5% de l'enveloppement totale de crédits FSE – hors assistance technique - et 33% des crédits FSE de l'axe 1).

Indicateurs de réalisation

Montants FSE associés en €	N° de l'indicateur	Indicateurs de résultat	Catégorie de région	Cible (2023)
149 000 000	CO01	Nombre de participants chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée	Régions en transition	205 440
			Régions les plus développées	394 560
	CO03	Nombre de participants inactifs	Régions en transition	75 328
			Régions les plus développées	144 672
	CO06	Nombre de participants de moins de 25 ans	Régions en transition	256 800
			Régions les plus développées	493 200
	CO07	Nombre de participants de plus de 55 ans	Régions en transition	34 400
			Régions les plus développées	65 600
	8i1	Nombre de participants de moins de 25 ans de niveau infra V	Régions en transition	78 742
			Régions les plus développées	151 248
	8i2	Nombre de femmes de moins de 25 ans	Régions en transition	119 840
			Régions les plus développées	230 160
	8i3	Nombre de participants des quartiers prioritaires de la politique de la ville	Régions en transition	31 158
			Régions les plus développées	59 842
	8i4	Nombre de femmes en congé parental ou sortant de congé parental, accompagnées vers un retour à l'emploi.	Régions en transition	N/a
			Régions les plus développées	N/a

Source : PO FSE national emploi-inclusion adopté le 10 octobre 2014, SFC 2014, pages 32-33

N/a : indicateur utilisé pour le suivi mais pour lequel aucune valeur cible n'est utilisée.

Indicateurs de résultat du PON FSE

Montants FSE associés en €	N° de l'indicateur	Indicateurs de résultat	Catégorie de région	Valeur de référence	Année	Cible (2023)
149 000 000	CR02	Nombre de participants suivant un enseignement ou une formation au terme de leur participation	Régions en transition	16 758	2013	15 579
			Régions les plus développées	32 242	2013	29 921
	CR04	Nombre de participants en emploi, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation	Régions en transition	60 458	2013	105 802
			Régions les plus développées	98 700	2013	203 198
	CR08	Nombre de participants de plus de 54 ans exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation	Régions en transition	N/a	N/a	N/a
			Régions les plus développées	N/a	N/a	N/a

Source : PO FSE national emploi-inclusion adopté le 10 octobre, SFC 2014, page 29

N/a : indicateur utilisé pour le suivi mais pour lequel aucune valeur cible et/ou valeur de référence n'est utilisée.

Pour la PI 8.3 – OS 1 : Augmenter le nombre de créateurs ou de repreneurs accompagnés et consolider les structures dans la durée / OS 2 : Renforcer et mutualiser les pratiques d'accompagnement des créateurs et des repreneurs pour en améliorer la qualité

L'ambition financière du PON FSE « emploi inclusion » est de 98 M€ sur la période 2014 – 2020 (soit 4% de l'enveloppe totale de crédits FSE – hors assistance technique - et 22% des crédits FSE de l'axe 1). Cette dotation doit, par exemple, permettre de financer l'accompagnement de 340 000 créateurs ou repreneurs d'entreprise ou activité.

Indicateurs de réalisation et leurs cibles

Montants FSE associés en €	N° de l'indicateur	Indicateurs de résultat	Catégorie de région	Cible (2023)
98 070 000	8iii1	nombre de créateurs ou repreneurs accompagnés	Régions en transition	116 416
			Régions les plus développées	223 584
	8iii2	nombre de créatrices ou repreneuses accompagnées	Régions en transition	44 238
			Régions les plus développées	84 962
	8iii3	nombre de créateurs accompagnés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville	Régions en transition	11 642
			Régions les plus développées	22 358

Source : PO FSE national emploi-inclusion adopté le 10 octobre 2014, SFC 2014, page 54

Indicateurs de résultats et leurs cibles

Montants FSE associés en €	N° de l'indicateur	Indicateurs de résultat	Catégorie de région	Valeur de référence	Année	Cible (2023)
98 070 000	R83.1	Nombre d'entreprises créées	Régions en transition	N/a	N/a	30 816
			Régions les plus développées	N/a	N/a	59 184
	R83.2	Nombre d'entreprises créées par des femmes	Régions en transition	N/a	N/a	12 326
			Régions les plus développées	N/a	N/a	23 674
	R83.3	Nombre de créations dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville	Régions en transition	N/a	N/a	3 082
			Régions les plus développées	N/a	N/a	5 918
	R83.4	Nombre d'actions de mutualisation réalisées	Régions en transition	N/a	N/a	N/a
			Régions les plus développées	N/a	N/a	N/a

Source : PO FSE national emploi-inclusion adopté le 10 octobre, SFC 2014, page 50

N/a : indicateur utilisé pour le suivi mais pour lequel aucune valeur cible et/ou valeur de référence n'est utilisée.

Pour la PI 8.7 – OS 1 : Expérimenter de nouveaux types de services à destination des demandeurs d'emploi et des entreprise / OS 2 : Augmenter le nombre de conseillers formés à de nouveaux services et aux nouvelles modalités d'accompagnement

L'effort financier sur cette PI s'élève à 150,6 M€ en coût FSE, ce qui représente 5% de l'enveloppe total des crédits FSE pour le PON – hors assistance technique - et 33 % des crédits FSE pour l'axe 1. L'objectif est notamment de former 10 500 conseillers du service public de l'emploi à de nouveaux services et modalités d'accompagnement.

Indicateurs de réalisation et leurs cibles

Montants FSE associés en €	N° de l'indicateur	Indicateurs de résultat	Catégorie de région	Cible (2023)
150 581 938	8vii1	Nombre de projets de nouveaux services pour les entreprises	Régions en transition	N/a
			Régions les plus développées	N/a
	8vii2	Nombre de projets de nouveaux services pour les demandeurs d'emploi	Régions en transition	N/a
			Régions les plus développées	N/a
	8vii3	Nombre de conseillers qui reçoivent une formation à de nouveaux services d'accompagnement	Régions en transition	3 595
			Régions les plus développées	6 905

Source : PO FSE national emploi-inclusion adopté le 10 octobre 2014, SFC 2014, page 41

N/a : indicateur utilisé pour le suivi mais pour lequel aucune valeur cible n'est utilisée.

Indicateurs de résultats et leurs cibles

Montants FSE associés en €	N° de l'indicateur	Indicateurs de résultat	Catégorie de région	Valeur de référence	Année	Cible (2023)
150 581 938	R87.1	Nombre d'entreprises qui bénéficient de nouveaux services	Régions en transition	N/a	N/a	N/a
			Régions les plus développées	N/a	N/a	N/a
	R87.2	Nombre de demandeurs d'emploi qui bénéficient de nouveaux services	Régions en transition	N/a	N/a	N/a
			Régions les plus développées	N/a	N/a	N/a
	R87.3	Nombre de conseillers qui ont achevé une formation de développement de leurs compétences	Régions en transition	N/a	N/a	3 595
			Régions les plus développées	N/a	N/a	6 905

Source : PO FSE national emploi-inclusion adopté le 10 octobre 2014, SFC 2014, page 36

N/a : indicateur utilisé pour le suivi mais pour lequel aucune valeur cible et/ou valeur de référence n'est utilisée.

Pour la PI 10.1 – OS 1 : Augmenter le nombre de jeunes de moins de 25 ans participant à des actions de prévention du décrochage scolaire

Au titre du PO « Emploi – inclusion » 2014 – 2020, le FSE vient apporter une enveloppe financière s'élevant à 56M€ (soit 2% du total des crédits FSE pour le PON – hors assistance technique - et 12% des crédits FSE de l'axe) avec l'objectif d'accompagner 56 700 jeunes de moins de 25 ans scolarisés et participants à des actions de prévention et 154 000 jeunes de moins de 25 ans issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Indicateurs de réalisation et leurs cibles

Montants FSE associés en €	N° de l'indicateur	Indicateurs de résultat	Catégorie de région	Cible (2023)
56 040 000	10i1	Nombre de jeunes de moins de 25 ans scolarisés, participant à des actions de prévention de décrochage scolaire	Régions en transition	51 600
			Régions les plus développées	144 400
	10i2	Nombre de participants de moins de 25 ans issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville	Régions en transition	5 136
			Régions les plus développées	9 864

Source : PO FSE national emploi-inclusion adopté le 10 octobre 2014, SFC 2014, page 46

Indicateurs de résultats et leurs cibles

Montants FSE associés en €	N° de l'indicateur	Indicateurs de résultat	Catégorie de région	Valeur de référence	Année	Cible (2023)
56 040 000	CR02	Nombre de participants en formation ou en études à l'issue de l'intervention	Régions en transition	12 136	2013	13 354
			Régions les plus développées	23 350	2013	25 646
	R101.1	Nombre de jeunes inscrits dans les classes relais	Régions en transition	N/a	N/a	N/a
			Régions les plus développées	N/a	N/a	N/a

Source : PO FSE national emploi-inclusion adopté le 10 octobre 2014, SFC 2014, page 43

N/a : indicateur utilisé pour le suivi mais pour lequel aucune valeur cible ou de référence n'est utilisée.

2) Axe prioritaire 2 : Anticiper les mutations et sécuriser les parcours professionnels

Pour la PI 8.5 – OS 1 : Améliorer la gestion de l'emploi et des compétences en appuyant les démarches d'anticipation et de gestion des mutations / OS 2 : Mobiliser les entreprises, notamment les PME et les branches pour développer l'égalité salariale et professionnelle / OS 3 : Former les actifs occupés (salariés, entrepreneurs, indépendants) qui bénéficient le moins de la formation, en particulier les moins qualifiés, les femmes et les seniors / OS 4 : Former les salariés licenciés économiques / OS 5 : Développer l'emploi, via la gestion des compétences, dans les bassins touchés par les restructurations pour les entreprises non couvertes par les conventions de revitalisation

L'enveloppe allouée sur cette priorité d'investissement au titre de la programmation 2014 – 2020 s'élève à 474,8 M€ en coût FSE (soit 17% des crédits FSE totaux du PON – hors assistance technique - et 67% des crédits FSE de l'axe).

Indicateurs de réalisation et leurs cibles

Montants FSE associés en €	N° de l'indicateur	Indicateurs de résultat	Catégorie de région	Cible (2023)
474 750 000	8v1	Nombre de projets qui visent à anticiper les mutations	Régions en transition	N/a
			Régions les plus développées	N/a
	8v2	Nombre de projets consacrés au développement de l'égalité professionnelle, notamment dans les PME	Régions en transition	N/a
			Régions les plus développées	N/a
	8v3	Nombre de salariés	Régions en transition	61 632
			Régions les plus développées	118 368
	8v4	Nombre de salariées	Régions en transition	31 158

		Régions les plus développées	59 842
8v5	Nombre de salariés de niveau V et infra	Régions en transition	10 614
		Régions les plus développées	20 386
8v6	Nombre de salariés de plus de 54 ans	Régions en transition	3 082
		Régions les plus développées	5 918
8v7	Nombre de salariés licenciés formés, en vue de leur reclassement	Régions en transition	59 930
		Régions les plus développées	115 080
8v8	Nombre de projets de gestion des compétences dans les bassins d'emploi touchés par les restructurations, pour les entreprises non couvertes par les conventions de revitalisation	Régions en transition	N/a
		Régions les plus développées	N/a

Source : PO FSE national emploi-inclusion adopté le 10 octobre 2014, SFC 2014, page 69-70

N/a : indicateur utilisé pour le suivi mais pour lequel aucune valeur cible n'est utilisée.

Indicateurs de résultats et leurs cibles

Montants FSE associés en €	N° de l'indicateur	Indicateurs de résultat	Catégorie de région	Valeur de référence	Année	Cible (2023)
474 750 000	R85.1	Nombre d'opérations collectives mises en œuvre qui ont permis d'anticiper les mutations	Régions en transition	N/a	N/a	N/a
			Régions les plus développées	N/a	N/a	N/a
	R85.2	Nombre d'accords relatifs à l'égalité professionnelle dont la signature a été facilitée	Régions en transition	N/a	N/a	N/a
			Régions les plus développées	N/a	N/a	N/a
	CR03	Nombre de participants obtenant une qualification au terme de leur participation	Régions en transition	9 989	2013	7 875
			Régions les plus développées	19 220	2013	15 125
	CR02	Nombre de participants suivant des études ou une formation au terme de leur participation	Régions en transition	10 480	2013	7 190
			Régions les plus développées	20 166	2013	13 810

Source : PO FSE national emploi-inclusion adopté le 10 octobre 2014, SFC 2014, page 61

N/a : indicateur utilisé pour le suivi mais pour lequel aucune valeur cible ou valeur de référence n'est utilisée.

Pour la PI 8.6 – OS 1 : Mettre en place des actions de gestion des âges en entreprises visant notamment à améliorer les conditions de travail des seniors

Hypothèses de travail

Un travail de retour d'expérience des actions conduites sur la programmation 2007 – 2013 a été réalisé et confronté à l'ambition financière sur la nouvelle programmation qui est de 232,6 M€ en coût FSE (soit 8% du total des crédits FSE du PON – hors assistance technique - et 33% de l'axe).

Indicateurs de réalisation et leurs cibles

Montants FSE associés en €	N° de l'indicateur	Indicateurs de résultat	Catégorie de région	Cible (2023)
232 583 553	8vi1	Nombre de projets visant la gestion des âges en entreprises et, notamment, à améliorer les conditions de travail des seniors	Régions en transition	15
			Régions les plus développées	29

Source : PO FSE national emploi-inclusion adopté le 10 octobre 2014, SFC 2014, page 75

Indicateurs de résultats et leurs cibles

Montants FSE associés en €	N° de l'indicateur	Indicateurs de résultat	Catégorie de région	Valeur de référence	Année	Cible (2023)
232 583 553	R86.2	Nombre de participants de plus de 54 ans dont les conditions de travail se sont améliorées	Régions en transition	N/a	N/a	N/a
			Régions les plus développées	N/a	N/a	N/a

Source : PO FSE national emploi-inclusion adopté le 10 octobre 2014, SFC 2014, page 72

N/a : indicateur utilisé pour le suivi mais pour lequel aucune valeur cible ou valeur de référence n'est utilisée.

3) Axe prioritaire 3 : Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion

Pour la PI 9.1 – OS 1 : Augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale / OS 2: Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion / OS 3: Développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire

L'ambition financière du PON FSE sur ce volet inclusion est de 1 634 M€ en coût FSE (soit 58% du total des crédits FSE du PON, hors assistance technique). Cette enveloppe a pour ambition d'accompagner 920 640 chômeurs dans les régions les plus développées, et 479 360 d'entre eux dans les régions en transition, ainsi que 444 000 inactifs dans les régions les plus développées et 231 120 dans les régions en transition. Parmi ces participants, le PO cible l'accompagnement de 658 000 femmes dans les régions les plus développées, et 342 400 dans les régions en transition.

Indicateurs de réalisation et leurs cibles

Montants FSE associés en €	N° de l'indicateur	Indicateurs de résultat	Catégorie de région	Cible (2023)
1 634 424 124	CO01	Nombre de participants chômeurs	Régions en transition	479 360
			Régions les plus développées	920 640
	CO03	Nombre de participants inactifs	Régions en transition	231 120
			Régions les plus développées	443 880
	9i3	Nombre de femmes	Régions en transition	342 400
			Régions les plus développées	657 600
	9i4	Nombre de participants des quartiers prioritaires de la politique de la ville	Régions en transition	78 752
			Régions les plus développées	151 248
	9i5	Nombre de projets visant à coordonner et animer l'offre d'insertion	Régions en transition	N/a
			Régions les plus développées	N/a
	9i7	Nombre de projets visant à mobiliser les employeurs des secteurs marchand et non marchand	Régions en transition	N/a
			Régions les plus développées	N/a

Source : PO FSE national emploi-inclusion adopté le 10 octobre 2014, SFC 2014, page 85

N/a : indicateur utilisé pour le suivi mais pour lequel aucune valeur cible ou valeur de référence n'est utilisée.

Indicateurs de résultats et leurs cibles

Montants FSE associés en €	N° de l'indicateur	Indicateurs de résultat	Catégorie de région	Valeur de référence	Année	Cible (2023)
1 634 424 124	CR02	Nombre de participants en formation ou en études au terme de leur participation	Régions en transition	29 690	2013	61 632
			Régions les plus développées	61 632	2013	118 368
	CR03	Nombre de participants ayant acquis une qualification au terme de leur participation	Régions en transition	8 878	2013	17 976
			Régions les plus développées	17 083	2013	34 524
	CR04	Nombre de participants en emploi au terme de leur participation	Régions en transition	95 465	2013	196 880
			Régions les plus développées	185 598	2013	378 120
	R91.4	Nombre d'actions de coordination et d'animation mises en œuvre	Régions en transition	N/a	N/a	N/a
			Régions les plus développées	N/a	N/a	N/a
	R91.6	Nombre de structures d'utilité sociale et d'employeurs accompagnés	Régions en transition	N/a	N/a	N/a
			Régions les plus développées	N/a	N/a	N/a

Source : PO FSE national emploi-inclusion adopté le 10 octobre 2014, SFC 2014, page 79

N/a : indicateur utilisé pour le suivi mais pour lequel aucune valeur cible ou valeur de référence n'est utilisée.

B. Le PO IEJ

Le PO IEJ ne comporte qu'un seul axe et une seule priorité d'investissement. De même que pour les données liées à la mise en œuvre de projets cofinancés au titre du PON « emploi – inclusion » FSE, les données relatives aux projets et aux participants sont à collecter en continu. Elles seront ensuite agrégées et transmises une fois par an à la Commission européenne. En outre, elles seront présentées en comité de suivi national ou régional.

1) Axe prioritaire 1 : Accompagner les jeunes NEET vers et dans l'emploi

Pour la PI 8.2 : Proposer une solution d'emploi, de stage, de formation ou d'apprentissage par un repérage précoce, un accompagnement personnalisé ou des opportunités d'insertion professionnelle aux jeunes NEET.

Méthode d'estimation utilisée

Au titre de la quantification de l'indicateur de réalisation, le programme national IEJ témoigne de l'ambition d'accompagner 300 000 jeunes.

Les quantifications des cibles des indicateurs de résultat dans le cadre du PO national IEJ ont été réalisées selon le processus suivant :

- Un travail avec les principaux opérateurs des dispositifs concernés par le ce programme, en particulier les missions locales dans le cadre de l'action CIVIS ;
- La prise en compte des données issues du système d'information « Parcours 3 » permettant le suivi dans les missions locales. Ces données concernent les jeunes NEET ayant au moins une actualité en 2013 ;
- Des calculs qui n'ont pris en compte que les régions et départements éligibles à l'IEJ et ont tenu compte de la répartition par type de région.

Indicateurs de réalisation et leurs cibles

Montants FSE associés en €	N° de l'indicateur	Indicateurs de réalisation	Cible (2023)
431 938 640	IR 1	Nombre de qui ne sont ni en formation, ni en études, ni en emploi	300 000
	IR 2	Nombre de participants de 25 ans qui ne sont ni en formation, ni en études, ni en emploi	N/a
	IR 3	Nombre de participant de moins de 25 ans qui ne sont ni en formation, ni en études, ni en emploi	N/a

Source : PO IEJ adoptée par la Commission le 3 juin 2014, page 28

N/a : indicateur utilisé pour le suivi mais pour lequel aucune valeur cible n'est utilisée.

Indicateurs de résultats et leurs cibles

Montants FSE associés en €	N° de l'indicateur	Indicateurs de résultat	Valeur de référence	Année	Cible (2023)
431 938 640	CR01	Participants chômeurs « qui suivent l'intervention jusqu'à son terme »	N/a	N/a	234 000
	CR02	Participants chômeurs « qui reçoivent une offre d'emploi, un complément de formation, un apprentissage ou un stage au terme de leur participation »	N/a	N/a	104 500
	CR03	Participants chômeurs « qui suivent un enseignement/une formation, ou qui obtiennent une qualification, ou qui travaillent, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation »	N/a	N/a	72 500
	CR04	Participants chômeurs de longue durée « qui suivent l'intervention jusqu'à son terme »	N/a	N/a	63 900
	CR05	Participants chômeurs de longue durée « qui reçoivent une offre d'emploi, un complément de formation, un apprentissage ou un stage au terme de leur participation »	N/a	N/a	28 500
	CR06	Participants inactifs ne suivant ni enseignement ni formation, « qui suivent l'intervention jusqu'à son terme »	N/a	N/a	19 800

CR07	Participants chômeurs de longue durée « qui reçoivent une offre d'emploi, un complément de formation, un apprentissage ou un stage au terme de leur participation »	N/a	N/a	44 000
CR08	Participants inactifs « qui reçoivent une offre d'emploi, un complément de formation, un apprentissage ou un stage au terme de leur participation »	N/a	N/a	17 500
CR09	Participants inactifs « qui suivent un enseignement/une formation, ou qui obtiennent une qualification, ou qui travaillent, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation »	N/a	N/a	15 500
CR10	Participant en formation continue qui accède à une qualification, à l'apprentissage ou à une formation six mois après la fin de l'intervention	N/a	N/a	7 000
CR11	Participant en emploi six mois après	N/a	N/a	30 000
CR12	Participant ayant créé son entreprise six mois après	N/a	N/a	225

Source : PO IEJ version adoptée par la Commission le 3 juin 2014, page 23

N/a : indicateur utilisé pour le suivi mais pour lequel aucune valeur de référence n'est utilisée.